

22.07.2009 - 10:00 Uhr

## L'ASTAG exige des mesures contre les coupes sombres qui menacent le transport routier!

Bern (ots) -

Après un effondrement dramatique du trafic international, la crise économique pèse de plus en plus également sur le transport suisse. Alors que les chiffres d'affaires et les recettes diminuent, les cas de faillite et le nombre de chômeurs augmentent. De nombreuses entreprises de transport se retrouvent dos au mur. En dépit de la situation, la redevance étatique se maintient à un niveau élevé inchangé, comme l'a expliqué aujourd'hui à Berne le président central de l'ASTAG, Adrian Amstutz : « La politique étrangle fiscalement de nombreuses entreprises de transport au point où les activités entrepreneuriales en viennent à manquer d'air ! » C'est pourquoi l'Association suisse des transports routiers ASTAG exige des allègements massifs et rapides dans le domaine fiscal et administratif. Il a remis au Conseil fédéral un catalogue de mesures concrètes, afin que le moment venu, la reprise économique n'échoue pas en Suisse en raison de structures de transport inexistantes ou insuffisantes.

Avec un recul des mandats pouvant atteindre 60%, la crise économique se fait sentir de manière dramatique dans le transport routier international depuis l'automne passé déjà. « Dans ce domaine, nous sommes par ailleurs soumis indirectement à la spirale négative de l'extension de l'UE à l'Est », indiquait Jean-Daniel Faucherre, vice-président de l'ASTAG et entrepreneur de transport, à propos de la problématique globale que vivent de nombreuses entreprises de transport moyennes. Il précise que la pression de l'étranger s'est renforcée, d'où la nécessité d'immobiliser des véhicules et de réduire le personnel. « Ainsi, l'effondrement conjoncturel présente également un volet social », selon Faucherre.

Depuis le début de l'année, le transport suisse est lui aussi de plus en plus touché, en particulier la logistique des marchandises. Tandis que les chiffres d'affaires et les recettes sont en baisse, les cas de chômage partiel, de licenciements et de faillites se multiplient. En particulier les petites et moyennes entreprises se battent avec d'importants problèmes de liquidités, ce d'autant plus que les banques se montrent très réticentes en matière de crédits de relais.

Des dommages pour l'ensemble de l'économie suisse

C'est pourquoi de nombreuses entreprises de transport se retrouvent dos au mur. Comme l'a expliqué Adrian Amstutz, président central de l'Association suisse des transports routiers ASTAG lors d'une conférence de presse aujourd'hui à Berne, ce sont même de véritables « coupes sombres qui menacent le trafic national ». Selon lui, plus de 40% des membres de l'ASTAG seraient actifs dans le trafic local ; bon nombre d'entre eux n'auraient quasi aucune possibilité de réagir en raison d'une absence de réserves financières et d'un personnel restreint. Il est ainsi à craindre que le changement structurel ayant eu lieu jusque là dépasse le niveau raisonnable et que l'on assiste à la destruction d'un système de transport fonctionnel. « Si la crise économique devait également toucher le trafic local dans les mois à venir, les conséquences n'en seraient que plus dramatiques », souligne Peter Galliker, entrepreneur de transport et caissier central de l'ASTAG. Les premiers signes seraient perceptibles.

Selon Amstutz, les capacités logistiques et les structures de transport nécessaires seraient alors insuffisantes au moment de la relance conjoncturelle. « C'est toute l'économie suisse qui en souffrirait ».

#### L'industrie du transport dans l'état fiscal

Malgré la situation, les autorités n'ont fait aucun geste. Au contraire, puisque la situation s'est encore aggravée suite à des mesures coercitives de l'Etat. Ainsi, les redevances totales ont encore augmenté massivement avec la hausse cachée de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP) au 1er janvier 2009. Pour la Confédération, les recettes, aussi élevées que possibles, importent de toute évidence plus qu'un système de transport intact qui fournit des prestations indispensables pour l'ensemble de l'économie. Le président central Adrian Amstutz parlait d'un « état fiscal de la politique » qui empêchait littéralement les entreprises de respirer.

#### Nécessité urgente d'un soulagement du trafic national

C'est la raison pour laquelle l'ASTAG exige que, dans la situation actuelle, l'Etat ne limite pas son engagement aux grandes banques. Elle doit au contraire l'étendre également au transport routier, qui doit être soulagé de manière massive et rapide. Amstutz poursuit en indiquant qu'il n'exige pas des subventions, mais avant tout des allègements fiscaux et administratifs.

Concrètement, l'ASTAG exige, dans un courrier adressé au Conseil fédéral, une baisse immédiate des taxes et surtout un soulagement du trafic local face au trafic de transit étranger, comme cela se pratique dans tous les pays voisins. Il n'est pas pensable de ruiner le transport routier. Car, pour l'économie suisse, il est « too important to fail »!

#### Effondrement conjoncturel et transport routier - les faits

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), la mise en circulation de nouveaux véhicules utilitaires a diminué de 14,1% entre janvier et mai 2009 par rapport à la même période de l'an passé. Au lieu de nouvelles acquisitions, on a assisté à des immobilisations de véhicules. Le nombre des chômeurs enregistrés dans la catégorie professionnelle transport et trafic a augmenté de 63,9% en juin par rapport à juin 2008 (source : seco). Le nombre d'entreprises nouvellement créées entre janvier et mai est passé de 442 (en 2008) à 366 (en 2009) (source : Dun & Bradstreet). Ce qui équivaut à un recul de 17%.

Contact:

ASTAG Association suisse des transports routiers  
André Kirchhofer, responsable politique et communication, 031 370 85 21  
Adrian Amstutz, conseiller national, président central de l'ASTAG,  
079 448 71 14  
Weissenbühlweg 3, 3007 Berne